

## LEURS DOSSIERS EXAMINÉS À PARTIR DE DEMAIN

# Qui sont ces partis en attente d'agrément ?

**Dès demain, le ministère de l'Intérieur devrait entamer l'examen des dossiers des partis politiques en attente d'agrément. Une «short list» d'une quinzaine de demandes a été établie, bien loin de la quarantaine de demandes initialement formulées. Des dossiers «peu sérieux», aux dires d'Ould Kablia. Restent en «compétition» des formations se réclamant du courant islamiste, de la famille révolutionnaire ou de celui dit démocrate.**

**Nawal Imès - Alger (Le Soir) -**  
Après des semaines de polémique autour de la possibilité ou pas des partis non encore agréés de prendre part aux prochaines échéances électorales, la situation s'éclaircit. Les agréments seront donnés à temps par le département de l'intérieur pour permettre aux nouveaux partis de prendre part aux législatives. Mais quelle est la nature de ces partis ? Combien sont-ils à attendre le fameux sésame ? Le ministre de l'Intérieur a quelque peu levé le voile sur le nombre de dossiers jugés recevables.

### Pas plus de quinze dossiers

Selon Daho Ould Kablia, le nombre des demandes d'agrément a évolué de manière sensible. Une quarantaine de demandes d'agrément étaient en attente au niveau du département de l'intérieur avant que ce nombre ne soit ramené à une quinzaine. Pourquoi ? Le ministre explique que beaucoup de demandeurs

«peu sérieux» ont fini par comprendre qu'ils avaient peu de chances d'être agréés et ont fini par se rétracter. Au final, les services du ministère de l'Intérieur étudieront moins de vingt demandes.

Les délais seront-ils respectés ? Oui, assure Ould Kablia qui affirme que si les documents exigés par l'administration sont fournis à temps par les concernés, les agréments seront délivrés de manière à permettre aux partis de se préparer aux prochaines échéances.

Se réclamant de la mouvance islamiste, de la famille révolutionnaire ou se disant plutôt démocrates, ils sont tous dans l'expectative et n'attendent plus que le feu vert de l'administration pour se lancer dans la compétition.

**Djaballah, Menasra, Mohamed Saïd et Djamel Benabdeslam pour les islamistes**

En force, les islamistes sont nombreux à attendre de pouvoir investir la scène politique. A leur tête, Abdellah Djaballah.

Habitué à créer des partis desquels il finit par être évincé comme ce fut le cas d'Ennahda puis d'El Islah, Abdellah Djaballah revient sur la scène politique avec un nouveau parti : le Front pour la justice et le développement (FJD). Ses ambitions sont résumées dans une phrase lourde de sens. «Je ferai le maximum de concessions, sans poser de conditions, pour unir les rangs de cette mouvance et j'y

crois», disait-il le jour où il annonçait la création d'un parti «qui militera pour une Algérie démocratique et sociale qui s'inspire du Coran, des hadiths et des expériences réussies des autres pays».

Djaballah attend sereinement son agrément, affirmant que son dossier ne souffrait aucune lacune. Mais il n'est pas le seul à prétendre rassembler la mouvance islamiste. Ancienne figure de proue du MSP, Abdelmadjid Menasra nourrit autant d'ambitions. Après avoir consommé le divorce avec son parti d'origine, il est aujourd'hui à la tête du Front national pour le changement. Un parti en attente d'agrément créé suite à des dissensions puis à une crise ouverte avec les dirigeants du MSP qui aura conduit à une véritable hémorragie puis la création de la nouvelle formation.

Menasra se projette déjà dans l'avenir et ne semble pas du tout avoir des doutes sur son obtention du fameux agrément. Il pose des conditions pour la réussite des prochaines élections. Il exige la désignation d'un gouvernement «neutre» pour superviser l'opération de vote et l'accélération des procédures d'agrément de nouveaux partis pour leur permettre de prendre part à la compétition électorale sur un pied d'égalité que les anciens partis.

Mohamed Saïd, ancien bras droit de Taleb Ibrahim, ne s'avoue pas vaincu. L'expérience de Wafa qui n'a jamais reçu d'agrément ne le décourage point. Il ne perd pas espoir de s'ancrer dans le paysage politique et crée le Parti de la liberté et la justice (PLJ) en 2009. Il attend son agrément en tenant un discours où il opère un savant dosage entre islam et nationalisme. Lui, aussi, attend son agrément avec la certitude de l'obtenir. Djamel Benabdeslam, ancien

secrétaire général du parti islamiste El Islah, a, quant à lui, lancé en octobre dernier, le Front de l'Algérie nouvelle. Il a déposé au niveau du département de l'intérieur le dossier portant demande d'agrément le 13 novembre dernier et attend toujours une réponse. Il affirme que son dossier est «complet et remplit toutes les conditions» mais n'a toujours pas reçu l'aval de l'Intérieur pour la tenue d'un congrès constitutif.

### La famille révolutionnaire appelée à s'agrandir ?

Les islamistes ne sont pas les seuls à nourrir des ambitions. Se réclamant du courant nationaliste, Tahar Benbaïbèche, ancien secrétaire général du RND, dirigé par le Premier ministre Ahmed Ouyahi, annonce la création d'un nouveau parti, «Hizb el fadjr el jadid» au moment où Khaled Bounedjma a lancé le FNJS (Front national pour la justice sociale).

Benbaïbèche revient sur la scène après une éclipse de plus d'une décennie. Benbaïbèche a nié que son parti allait recruter au sein de l'Onec des militants du RND expliquant que «le parti est ouvert à tous et à toutes, sans exclusive». De son côté, Khaled Bounedjma lance une initiative action ayant pour contour «l'islam religion d'Etat, l'arabe langue officielle, tamazight langue nationale». Nul ne sait encore si ces deux dossiers font partie de ceux qu'Ould Kablia qualifie de sérieux ou pas. Les concernés eux-mêmes ne semblaient pas particulièrement inquiets du sort que réservera l'administration à leur requête.

### Amara Benyounès et Ghozali en lice

Si le ministre de l'Intérieur ne s'est prononcé sur aucun dossier

en particulier, des informations insistantes font état de l'agrément imminent des formations de Amara Benyounès et de Sid Ahmed Ghozali. Leurs dossiers seraient conformes. Et c'est sans doute pour cette raison que le numéro un de l'UDR expliquait attendre «sereinement» le feu vert du département d'Ould Kablia.

Le chef de file de l'Union pour la démocratie et la République (UDR), Amara Benyounès, dit se préparer à un congrès qui se tiendra lors de la deuxième quinzaine de janvier 2012. «Je ne sais toujours pas s'il s'agit d'un congrès constitutif ou d'un congrès extraordinaire», disait-il, affirmant attendre la promulgation de la nouvelle loi sur les partis politiques, avant de trancher sur la nature de ce congrès.

Ancien du RCD, il défend une ligne qui se veut moderne, républicaine et égalitaire. Président du Front démocratique (FD) dont il dit ignorer totalement le sort qui lui est réservé par l'administration, Sid Ahmed Ghazali, ayant occupé plusieurs hautes fonctions, évoque aujourd'hui une faillite d'un système qu'il connaît de l'intérieur. Commentant la situation dans laquelle se trouve son parti actuellement, il dira : «Le parti a été créé en 1999, en fonction de la loi fondamentale, et il est reconnu par la loi, mais vous avez un ministre de la République qui piétine la loi ! C'est là un exemple révélateur du fonctionnement du système qui ne respecte pas la loi.»

Son projet, il le veut résolument démocratique. Son projet, comme celui de tous ceux qui sont dans l'attente d'une réponse, est cependant otage d'une décision de l'administration. Une décision qui, aux dires d'Ould Kablia, ne tardera pas à être rendue publique.

N. I.

## LOUISA HANOUNE LORS D'UNE CONFÉRENCE :

# «Nous avons les mêmes préoccupations que Bouteflika»

**S'il y a un parti en phase avec les préoccupations exprimées mercredi par le chef de l'Etat, à l'occasion de l'ouverture de l'année judiciaire, c'est bien le Parti des travailleurs (PT). Sa secrétaire générale, Louisa Hanoune, a, en effet, considéré hier que le président Bouteflika a répliqué à Belkhadem qui avait eu l'outrecuidance de pronostiquer une victoire du FLN et des islamistes lors des prochaines législatives.**

**Sofiane Aït Iffiss - Alger (Le Soir)-** Louisa Hanoune, qui a ponctué une réunion du bureau politique du parti par une conférence de presse, a estimé que le chef de l'Etat a, mercredi, remis les pendules à l'heure. Car, pour elle, en annonçant une moisson de 144 sièges pour son parti et 35% des suffrages favorables aux islamistes, le secrétaire général du FLN s'est adonné à une provocation. «C'est irresponsable. C'est un appel au boycott et ça met le pays en danger», a-t-elle martelé à propos de la déclaration de Belkhadem, lors d'une prestation qui s'apparente plus à un meeting qu'à une conférence de presse. Bien évidemment, la responsable du PT a travaillé à battre en brèche la «prophétie» de Belkhadem.

Pour Louisa Hanoune, l'affirmation de Belkhadem s'assimile à un aveu de fraude électorale, car, a-t-elle estimé, même s'il représente un courant politique, l'islamisme n'est pas pour



Photo : Samir Sid.

autant dominant. Sa déduction vient d'une extrapolation de ce que les islamistes en Tunisie et au Maroc ont réalisé des scores électoraux variant, en vérité, entre 10 et 12%, les taux d'abstentions aux dernières élections pris en compte. «Pas même le FIS n'a été majoritaire en 1991. A l'époque, il n'a pas pu faire plus de 25%. Maintenant, la donne a complètement changé, d'autant que le MSP et Ennahda ont été intégrés au gouvernement et les citoyens ont tiré les

conclusions.» Cela étant, la responsable du PT a estimé, par ailleurs, que le chef de l'Etat s'est démarqué de l'Alliance présidentielle.

Elle a enchaîné par porter une nouvelle fois l'estocade au FLN et au RND dont les députés ont, selon elle, fait avorter les réformes politiques préconisées par le président. «Au plan politique, hélas, les réformes ont été avortées par les députés de la majorité FLN-RND.» Louisa Hanoune poursuit, quoi qu'il en soit, que le président peut corriger les choses, une fois les lois votées examinées et validées par le Conseil constitutionnel. S'agissant des prochaines élections législatives, la secrétaire générale du PT s'est dite contre la venue des observateurs internationaux. «On est réservé contre la venue d'observateurs internationaux. Ils ne garantiront pas la transparence. Ils nous coûteront seulement de l'argent.» Ce souci électoral, devenu plus exacerbé à mesure qu'approchent les échéances, ne fait cependant pas oublier à Hanoune de se rappeler au bon souvenir de Temmar. «Il n'a rien à faire au gouvernement», a-t-elle tonné, furieuse contre les récentes déclarations du ministre à travers lesquelles il a annoncé une relance de sa politique. Elle n'a pas raté au passage de vilipender le gouvernement qu'elle a qualifié de «gouvernement de cohabitation, avec, en son sein, des points de vue diamétralement opposés».

S. A. I.

## TIGZIRT Une caserne en construction cible d'un attentat

Une caserne en construction, destinée à recevoir la Garde communale de Tizirt, restée sans siège depuis l'abandon du bâtiment qu'elle occupait dans l'enceinte de la mairie, a été, anéantie par une bombe de forte puissance dans la nuit de jeudi à vendredi. Fort heureusement, aucune victime n'est à déplorer. Achevée à quelque 70%, ladite caserne de la Garde communale, en construction au lieu-dit Chréa, à l'extrême sud-ouest de la commune de Tizirt et à quelques dizaines de mètres seulement des territoires des communes de Makouda et Boudjima, a été, dans la nuit de jeudi à vendredi, vers 22h30, la cible d'un attentat.

Cette partie de la région de Tizirt où cet attentat a eu lieu a connu, par le passé, des incursions terroristes et des rapt de citoyens suivis de demandes de rançons. Mais jamais un attentat à la bombe. Tout le monde dans la région se souvient d'ailleurs de l'incursion qu'a effectuée un groupe armé, le 4 août 2005, à l'auberge le Panorama de Chréa et où plusieurs personnes ont été déposées de leur argent, bijoux et portables.

En attendant l'achèvement de cette caserne, la Garde communale de Tizirt, qui depuis sa création a élu domicile dans l'un des bâtiments de la mairie, a été délogée depuis deux mois et répartie entre Iflissen et Aghribs.

K. B.